

taine de militants faisaient le point. « Nous devons jouer le jeu démocratique puisque tout le monde le fait... Mais seule la force paie. Le jour n'est pas loin où le nationalisme chassera le gauchisme. Il nous faudra nettoyer d'autres facs. »



les « fafs » nettoient encore plus blanc

Dans leur fief de la rue d'Assas, la poignée de fascistes (150 selon les étudiants) nous dressent le portrait d'une société qui ne demande qu'à s'étendre à l'ensemble du territoire.

Ainsi, dans l'université dirigée par M. Jacques Robert, les panneaux d'affichage sont régulièrement brûlés. De temps à autre, les issues sont bloquées par les troupes fascistes pendant que leur « chorale » parade et entonne des chants nazis dans le hall. Ou bien encore, ces groupes interviennent dans les amphithéâtres, comme ce fut le cas le 16 décembre, après l'attaque contre Nanterre. Ce jour-là, un groupe fit irruption dans le grand

amphi. Faisant courir le bruit qu'un des leurs était mort à Nanterre, ils obligèrent les étudiants à observer, debout, une minute de silence.

intimidation tous azimuts

Le climat qui règne à Assas, et a donné à cette université la réputation qu'on lui connaît, se fait par une intimidation qui vise sans distinction étudiants, enseignants et personnels administratifs.

Se déplaçant en bande, les groupes fascistes interdisent toute discussion, toute prise de position, toute expression à l'intérieur de l'université. Les distributeurs de tracts adverses sont soigneusement passés à tabac. Les élections truquées donnent aux organisations d'extrême droite les sièges attribués aux organisations étudiantes au Conseil d'université.

L'activité syndicale, que ce soit celle des étudiants, des enseignants... est pratiquement devenue clandestine.

Quant aux employés, ils ne sont épargnés ni par les menaces, ni par les coups de matraques. Ainsi, le 15 novembre 1979, après de multiples demandes, la direction avait enfin consenti à faire effacer quelques graffiti peints sur les murs. L'employé qui exécuta la tâche fut agressé le soir-même dans les sous-sol de l'université et dut être hospitalisé pendant quatre jours.

le président fait la sourde oreille

Mais, pour M. Jacques Robert, le prési-

Manifestation à Paris, le 17 décembre, contre l'agression à Nanterre



dent de Paris II (Assas), « il n'y a pas de quoi fouetter un chat ». D'ailleurs, n'a-t-il pas déclaré, pendant un Conseil d'université (quelques jours après l'attentat de la rue Copernic) : « Les fauteurs de trouble à Assas sont les syndicats d'enseignants » ?

Selon lui, la violence ne vient pas plus du G.U.D. que du M.N.R., dont le premier déclare son siège social à Assas. Rien ne prouve, n'a-t-il pas hésité à dire, que les bouteilles d'essence trouvées dans les locaux du G.U.D. au cours d'une perquisition soient utilisées pour des cocktails molotov. L'essence peut aussi bien servir à retirer les taches...

Avec ce genre d'arguments, on s'étonne moins que M. Jacques Robert ait refusé une salle d'Assas pour la tenue d'un meeting « contre tous les racismes ». Cette manifestation voulue par l'inter-syndicale d'Assas et plusieurs associations, dont le Mrap, se voit donc interdite de séjour alors qu'une salle est accordée à Pascal Gauchon, leader du P.F.N., qui engagera ainsi sa campagne électorale.

l'enquête

On aurait pu s'attendre à voir engager une procédure de flagrants délits contre les vingt-sept personnes inculpées après l'attaque de Nanterre. Mais non. La présence parmi eux des fils d'un général, d'un amiral et d'un député de la majorité est-elle pour quelque chose ?

Les parents des terroristes paraissent surpris. Le reporter de notre confrère « Le Monde » fait état de quelques réflexions entendues dans les couloirs du commissariat. L'un d'eux, venu voir son fils Patrick, ne s'en remet pas : « Il serait plutôt de l'autre bord, vous savez. Au lycée, je vous assure qu'il a sympathisé avec Lutte Ouvrière. Je le verrais bien faire le coup de poing contre les fascistes. » Apercevant son enfant entre deux portes, la tête recouverte de bandage, il pousse ce cri du cœur révélateur : « Vous prenez les gens pour des bougnoules ! Pour des putes, des clochards ! »

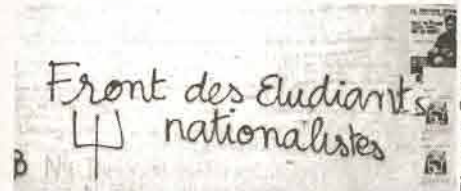
Les policiers chargés de l'enquête laissent aussi tomber quelques réflexions : « Ils devaient vraiment s'ennuyer dans la vie » confie l'un d'eux à une étudiante, « ce sont tous des fils de bonne famille ». L'air désabusé, un autre constate : « C'est triste à dire, mais on fait une police de classe. Quand on arrête un Nord-Africain, les familles ne viennent pas comme ça... »

Le commissariat se vide petit à petit. Les familles s'en retournent, et ne restent plus, face à face, qu'agresseurs et agressés. L'un, du premier groupe, formellement reconnu par une étudiante lui jettera son mépris au visage par un cinglant « Salope ! » ! Puis, le commissariat s'emplit de cris : « Oh Oh Oh Occident », « Aujourd'hui le gauchisme, demain l'ordre nouveau... Rien à voir avec les slogans de Lutte Ouvrière... mais les parents sont déjà loin.

une rentrée sur fond brun

L'attaque de Nanterre se situe dans un contexte, une série d'actes de violence, qui, depuis la rentrée d'octobre, a déjà fait de nombreuses victimes. Dans un communiqué daté du 12 décembre 1980, le Mrap attirait déjà l'attention des autorités universitaires et des pouvoirs publics sur « la violence fasciste dans les universités ». « Depuis trois mois », disait ce communiqué, « les groupuscules fascistes se sont livrés à toute une série d'exactions : agressions à coup de marteau contre un étudiant juif de Sciences-Po qui refusait un tract fasciste ; attaque d'un commando armé contre une réunion d'étudiants à Tolbiac faisant cinq blessés, dont un grave ; agression par un groupe armé du centre d'Assas, de militants juifs venus distribuer un tract ; agression d'un juif pratiquant portant une calotte et ayant le tort de passer devant le centre d'Assas ; agression le dimanche 7 décembre contre des militants de gauche sur le marché Buci... »

Le Mrap mettait ensuite en garde contre l'escalade de la violence. « Ces groupes qui possèdent de véritables arsenaux (...) s'apprêtent donc, selon leurs propres déclarations, à « nettoyer d'autres facs ». »



Dans sa conclusion, constatant que « les violences fascistes et racistes sont en pleine recrudescence dans les universités et que leurs auteurs jouissent d'une impunité quasi-totale qui ne peut que favoriser l'expression de cette terreur à des degrés plus graves, comme celui de la rue Copernic », le Mrap demandait que « ces bandes armées qui font peser de graves dangers sur la démocratie soient mises hors d'état de nuire ».

quand la peur laisse la place à l'action

C'est sur cette toile de fond, assez sombre, que s'ouvre, pour les étudiants, l'année 1981.

Le choc de Nanterre reste présent dans l'esprit de chacun et si la colère est passée, la volonté de lutter contre le fascisme et le racisme est restée.

Une manifestation se prépare pour le jour du procès et un meeting doit avoir lieu à Assas sur le thème « Dissolution des groupes fascistes légaux, démantèlement des autres ».

Marc MANGIN

(1) Six d'entre eux ont été libérés fin décembre.

droit et liberté ■ n° 397 ■ janvier 1980

■ point chaud ■

aux pays des potences :

trois nouveaux crimes ?

La mort est quotidienne en Afrique du Sud. Lorsque les enfants ne meurent pas de faim ou de la maladie, ils sont abattus dans la rue, soit par plaisir, soit parce qu'ils se révoltent. Quatre nouveaux journaux suspendus, quatre-vingts écoles fermées, les prisons comblées... mais le gouvernement français n'entend pas les appels d'un peuple qui ne demande que sa liberté.

L'action de solidarité menée en France et dans le monde a porté ses fruits. James Mangé ne sera pas exécuté. Ainsi s'achève le séjour de ce militant de l'ANC (African National Congress) le mouvement de libération, dans le quartier des condamnés à mort de la prison de Port-Elisabeth. Il devra néanmoins passer vingt ans dans une de ces geôles sud-africaines où de nombreux patriotes continuent à préparer une société meilleure. A moins que d'ici là...

les trois nouveaux condamnés

A peine prononcé le verdict commuant sa peine, trois nouveaux prisonniers ont été condamnés à mort le 26 novembre à l'issue d'un « procès » pour « haute trahison » : Johnson Lubisi, 28 ans, Tsepo Mashungu, 20 ans et Naphtali Manana 24 ans.

Un jugement qui ne surprend personne lorsque l'on sait que ces trois hommes sont avant tout jugés pour leur appartenance à l'A.N.C.

Six autres accusés ont été condamnés, au cours du même procès, à des peines allant de 10 à 20 ans.

La Cour suprême de Pretoria les a déclarés coupables du meurtre de deux policiers et d'avoir quitté clandestinement l'Afrique du Sud après les événements de Soweto en 1976.

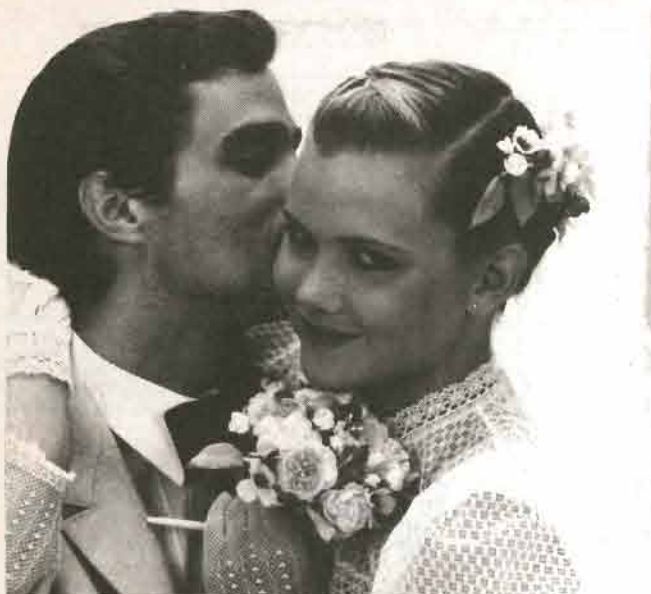
Ces trois condamnations qui suivent d'un an celle de James Mangé, illustrent l'aggravation de la politique répressive du gouvernement sud-africain : une utilisation de plus en plus courante de la peine de mort, que les délits soient de droit commun ou politiques.

Depuis quelques années déjà, l'A.N.C. demande aux organisations internationales et nationales, aux gouvernements du monde entier, d'intervenir auprès des autorités sud-africaines pour que les militants du mouvement de libération arrêtés les armes à la main soient considérés comme prisonniers de guerre.

Une revendication de plus en plus pres- ■ ■ ■

PRONUPTIA®

DE PARIS



PRONUPTIA DE PARIS
MILLE ET UNE FAÇONS DE DIRE OUI
Venez découvrir notre nouvelle collection de robes de mariées dans la boutique Pronuptia la plus proche de chez vous.

FRANCO-ALLEMAND TRANSIT S.A.

F.A.T. TERMINAL SENIA THIAIS

B.P. 318
94153 RUNGIS

EDSON

CHEMISIER
HABILLEUR

49 BD SAINT-MICHEL . 75005 PARIS
☎ 326.75.95

Case réservée à
la société L.

MERCERIE GENERALE RICHFIL PRESTIL

12, Rue du Caire
75002 Paris

Ets AUBEL 127, rue d'Aboukir

75002 Paris
Tél : 508.85.87.

LE JERSEY DE PARIS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.100.000 F
FABRIQUE DE JERSEY
HAUTE NOUVEAUTÉ

SIÈGE SOCIAL, USINE ET BUREAUX :
20, rue Valiton 92110 CLICHY

☎ 737 42-38 739 73-17

sante dans le contexte actuel. L'Afrique du Sud est le pays qui détient le record mondial des exécutions capitales (133 en 1979, soit 1 tous les 3 jours).

Comme à Soweto en 1976, ce sont les étudiants qui ont relancé l'action anti-apartheid, dès la rentrée des classes. Le début de l'année avait déjà été chaud, notamment dans la ville du Cap. Et c'est depuis cette ville que l'action est repartie en septembre. Le mouvement revendicatif gagne rapidement l'ensemble du pays et trouve un écho particulièrement important à Johannesburg et Bloemfontein.

la lutte s'amplifie... la répression aussi

La réaction du gouvernement ne se fait pas attendre. Le 8 octobre, il annonce la « fermeture pour une durée indéterminée » de quatre-vingts écoles africaines, privant plus de soixante mille enfants de leur scolarité.

Le 28 octobre un médecin, le Dr Meyer, après enquête, accuse la police sud-africaine d'utiliser la torture sur des adolescents de seize à vingt ans et particulièrement contre six accusés d'un procès, en mai dernier, intenté pour « violences publiques » contre trente-six employés d'une entreprise alimentaire.

Le 5 novembre, c'est dans le quartier noir de Port Elisabeth que la police ouvre le feu sur une manifestation. Plusieurs morts, de nombreux blessés.

Le 6 novembre, le P.A.C. révèle que cinq enfants : Nancy Gaika et Carol Plaatjies, quatorze ans, Notuzola Daniso, Mildred Maxhama et Ethel Mdladlana, quinze ans, tous les cinq de Cross Road, bidonville situé près du Cap, sont détenus depuis trois mois dans la prison de la ville jumelle de Nice.

Le 25 du même mois, deux enfants âgés de douze et quatorze ans, sont tués au cours d'incidents opposant les milices blanches aux habitants des villes noires de Langa et de Guguleta, près du Cap.

Le 11 novembre, la police arrête treize syndicalistes noirs du Ciskei, « indépen-

dant » depuis le 4 décembre. En 1976 déjà, l'« indépendance » du Transkei avait été précédée par l'arrestation de tous les dirigeants du Parti Démocratique.

Le 5 décembre, trente-cinq journalistes de Johannesburg et du Cap sont suspendus de leurs fonctions : ils avaient manifesté leur opposition à la mise à pied du personnel de deux publications : le « Post » de Johannesburg et le « Sunday Tribune » de Durban.

Le 24 décembre, quatre quotidiens, essentiellement lus par les Noirs, sont suspendus à la suite d'un mouvement de grève. Il s'agit du « Transvaal Post », du « Saturday Post », du « Sunday Post », et du « Sowetan ». Les employés voulaient que le syndicat noir des employés de presse M.W.A.S.A. (Media Workers Association of South Africa) soit reconnu par l'employeur. Ce qui avait été accepté au terme de huit semaines de grève. Mais le gouvernement est alors intervenu, s'appuyant sur l'article 6 de la Loi sur la « sécurité », stipulant que « tout quotidien n'ayant pas paru pendant trente jours ou plus se voit automatiquement retirer son autorisation de publication ».

la france soutient... encore et toujours

Le 24 septembre, M. Jean François-Poncet, ministre français des Affaires étrangères déclarait devant l'Assemblée générale de l'O.N.U. : « En Afrique australe, la satisfaction que nous éprouvons à saluer la présence au sein de notre Assemblée de la délégation du Zimbabwe indépendant, ne saurait nous dissimuler ni la lenteur des progrès, ni les obstacles qui demeurent sur la voie de la décolonisation de la Namibie. Elle ne saurait davantage nous faire oublier qu'en Afrique du Sud le système de l'apartheid maintient des millions d'êtres humains dans un statut qui est une offense aux Droits de l'Homme et à la dignité de l'Afrique ».

Cela n'a pas empêché le Quinze de

France de faire une tournée en Afrique du Sud.

Un mois après, la commission politique de l'O.N.U. se réunissait et examinait un texte de résolution exprimant la profonde inquiétude « née de la capacité de l'Afrique du Sud à fabriquer des armes nucléaires ». Lors du vote de ce projet, la France s'est abstenue. Normal puisqu'elle participe à l'équipement nucléaire du pays de l'apartheid.

Début novembre déjà, le gouvernement français votait avec quinze autres, contre une résolution d'une commission spéciale de l'Assemblée Générale demandant un boycottage total de l'Afrique du Sud.

En décembre, Joseph Luns, secrétaire général de l'O.T.A.N., déclarait, dans une interview à l'A.F.P., que son organisation avait mis en place un plan pour protéger ses intérêts vitaux : « Les pays atlantiques ont des plans tout prêts, s'il s'avère nécessaire de protéger les routes autour du Cap ».

Jacques Médecin, quant à lui, au cours d'une visite en Afrique du Sud, a fait quelques déclarations qui, aussi scandaleuses qu'elles soient, ne surprendront guère : « L'Afrique du Sud est la victime de la presse de gauche et de la propagande soviétique ». De toute façon, selon lui, « les Noirs et les Métis ne sont pas encore capables de diriger l'Afrique du Sud ». Les dirigeants de Prétoria les y préparent sans doute par les prisons et les potences !

Pour la satisfaction de M. Médecin, il y a tout de même les journaux de M. Hersant (notamment le Figaro Magazine) et quelques autres... Ainsi, le 3 novembre, « Valeurs Actuelles », publiait deux pages de publicité à la gloire de l'Afrique du Sud raciste.

Après le scandale de 1978, quand l'Afrique du Sud a tenté de s'emparer de quelques titres français, on dit qu'aujourd'hui l'argent sud-africain serait de retour (arrivé probablement dans la hotte du Père-Noël) en vue de faire apparaître l'apartheid et ses crimes sous un jour plus sympathique.

Mario Granelli

woodstock à pretoria ? si c'était vrai !

Un festival international de musique pop s'est tenu les 5 et 6 décembre à Prétoria, capitale de l'empire raciste. Annoncé par la presse comme le Woodstock sud-africain, ce festival n'a connu qu'un maigre succès si l'on considère le nombre de spectateurs (10 000 selon l'ambassade parisienne). Comme en 1969 aux U.S.A., une manifestation de paix, d'amour et de liberté a donc été organisée autour de la musique.

Mais, à la différence du festival américain, celui de Prétoria était interdit aux Noirs. Entendons-nous, au public noir. Car il y a quelques artistes noirs qui « attirent » pas mal, même chez les Blancs. C'est le cas du pianiste Ray Charles par exemple.

Eh oui, on a beau ne pas y croire... c'est vrai. Ray Charles y était, cautionnant l'opération par son prestige. Tout le monde en parle. Pauvre Ray !... Seul l'attaché culturel de l'ambassade raciste à Paris ne le savait pas.



Photo : Kagan